

Entretien avec Michel Aglietta lors de sa séance de dédicaces à la librairie Filigranes en décembre 2014

Michel Aglietta

Né en 1938

Polytechnicien, École nationale de la statistique et de l'administration économique ENSAE

Professeur émérite à l'université de Paris ouest Nanterre La Défense

Conseiller scientifique au CEPII Centre d'études prospectives et d'informations internationales

Membre du haut conseil des finances publiques depuis 2013 après (97-03) le Conseil d'analyse économique

Présentation de son livre :

Europe : sortir de la crise et inventer l'avenir,

Michalon, 2014

Interview par Jean-Paul Soyer, du GRASPE

Questions

1. L'une des causes de la crise que vous identifiez est l'incomplétude de l'euro. Or, lors de la création de l'euro, il était déjà clair que l'on n'avait pas fait tout le chemin vers une vraie gouvernance économique de la zone monétaire, les critères de Maastricht n'étant qu'un pis-aller. Comment expliquer que les gouvernements aient non seulement perdu de vue le chemin restant à faire mais aient tourné le dos à sa direction (meilleure intégration et convergence des politiques) ?
2. Il y a maintenant un consensus sur la nécessité d'une relance économique portée par l'Europe. Le Plan Juncker est-il à la hauteur des enjeux et pourra-t-il effectivement doper une croissance atone ?
3. Votre livre fait un focus sur la France et analyse ses erreurs de politique économique, malgré de nombreux avis (rapport Gallois). Que pensez-vous du récent rapport Rapport Pisani-Ferry et Enderlein ? Y-a-t-il une chance que cette nouvelle *vox clamantis in deserto* soit entendue ?
4. Vous proposez une intermédiation financière pour mobiliser l'épargne (FIE fonds d'investissement européen – extension de la BEI). Ce fonds émettrait des obligations souscrites par des investisseurs institutionnels et des fonds souverains. Pourquoi ne pas envisager une souscription européenne pour mobiliser l'épargne considérable des particuliers ? Ce qui, comme le montre l'exemple japonais, permettrait d'isoler la dette des spéculations internationales.
5. Le débat des euro-bonds a montré le peu d'appétence de certains pays pour une mutualisation de la dette. Vous soulignez la faiblesse du budget européen. N'est-il pas temps de re-proposer le modèle Hamilton (un Trésor fédéral adossé à des ressources fiscales sûres) ?
6. En démocratie, il faut un soutien populaire pour que les orientations politiques prospèrent. Le narratif est pour l'instant majoritairement pro-austérité, xénophobe et anti-européen, et ceci à des degrés divers de la gauche à la droite. Comment reconstruire une opinion publique mieux éclairée et réorientée vers une ambition commune ?



